

Madagascar, une île à la dérive

Le Monde Magazine - Alexandre Kauffmann - 16/11/10

Un an après le coup d'État, la crise politique malgache s'éternise, pesant sur le quotidien des habitants du pays, l'un des plus pauvres du monde. Incursion dans cette île au bord du naufrage, qui fêtera en juin le cinquantenaire de son indépendance.

Anosibe, secteur sud-ouest d'Antananarivo, capitale malgache. Deux agents, matraque au poing, escortent Faly jusqu'au poste de sécurité. Ils se fraient un passage entre les étals du marché. Des produits de première nécessité : riz, maïs, haricots, huile, manioc... Devant une boucherie, des cornes de zébu sont alignées à même le sol, la racine ensanglantée. Trois adolescents, torse nu, improvisent une partie de football. Leur ballon : un amas de sacs plastique ficelé par une corde. Les agents poussent Faly dans le poste de sécurité. Il s'agenouille au pied d'un bureau. Début de l'interrogatoire. Nom : Faly R. Date et lieu de naissance : 27 février 1995 à Antananarivo. Délit : vol d'un sac d'oignons au marché d'Anosibe.

"Des petits voyous comme ça, on en attrape tous les jours, assure Elysée, responsable de la sécurité mandaté par les commerçants. Ils cavalent vite, même avec leur chargement..." Faly sera remis dans quelques heures aux policiers de l'arrondissement. Avant de quitter la guérite, nous lui demandons :

" – Pourquoi un sac d'oignons ?

– Les oignons, c'est ce qui se conserve le mieux. Maintenant, prison... "

Anosibe, 120 000 habitants. Ville basse. L'un des secteurs les plus démunis de la capitale. La seule évocation de ce quartier arrache une grimace aux Tananariviens. Peur et dégoût. Bidonville puant. Nid de voyous. Coupe-gorge. Ramassis de mamolava (alcooliques). *"Ici, les hommes cherchent à s'employer comme dockers [porteurs] au marché, les femmes travaillent dans les entreprises des zones franches, explique madame Julienne, qui enseigne depuis quarante ans à l'école paroissiale d'Anosibe. Tous ces gens-là se sont soulevés pour faire tomber l'ancien régime. C'est eux qui ont été massacrés le 7 février 2009. Et aujourd'hui, ce sont les premiers à souffrir de la crise."* Le 7 février 2009 : la foule, révoltée par les abus du régime, se rassemble devant le palais présidentiel d'Ambohitsorohitra. Les forces de sécurité ouvrent le feu. Une quarantaine de manifestants tombent sous les balles. La chute du président [Marc Ravalomanana](#), self-made-man qui a fait fortune dans l'industrie laitière, est désormais programmée : elle surviendra le mois suivant, le 17 mars 2009.

Dérive autoritaire

Le soulèvement populaire est emmené par le maire d'Antananarivo, [Andry Rajoelina](#), alors âgé de 34 ans. Le jeune homme, ancien disc-jockey reconverti dans le commerce des panneaux publicitaires, est entré en politique par hasard. Pour défendre ses propres affaires. En 2004, les affiches de sa société sont arbitrairement retirées de la capitale. Motif officiel : ses intérêts concurrencent une entreprise appartenant à un proche de Marc Ravalomanana. Début d'une longue rivalité entre les deux hommes. Et parfaite illustration de la dérive autoritaire du président, qui associe allègrement intérêts de la nation et intérêts privés. En 2007, l'ancien DJ, échauffé par ces pratiques, part à la conquête d'Antananarivo. Il remporte les élections haut la main. Le pouvoir central s'évertue alors à saboter son mandat, étranglant la ville financièrement. Le conflit dégénère au bout d'un an, lorsque le président Ravalomanana ordonne la fermeture d'une chaîne de télévision appartenant à [Andry Rajoelina](#). Coup d'envoi de la révolte populaire. Manifestations. Pillages. Et répression, qui vire au massacre le 7 février 2009.

Depuis l'indépendance de Madagascar, dont on fêtera cette année le cinquantième anniversaire, l'alternance du pouvoir passe par la rue – à l'exception notable de la destitution en 1996 du président [Albert Zafy](#) par la Haute cour constitutionnelle. A chaque président le même scénario. Confiscation du débat parlementaire. Mise au pas de la justice. Appropriation des ressources publiques. Pour la société civile, l'insurrection demeure la seule voie de sortie. On passe d'un régime à l'autre. Les " vieux grizzlis " qui hantent les coulisses du pouvoir baissent la truffe, avant de lécher la main du nouveau maître. En trente ans, de président en président, la situation du pays s'est détériorée : plus de deux tiers des Malgaches vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté, avec moins de 1 dollar par jour.

Madame Julienne, robe à fleurs et bob sur la tête, nous conduit dans les fondrières d'Anosibe. Des bicoques chancellent sur les marécages. Portes rapiécées. Parterre de boue. Tôles couturées. Dans les allées sinueuses, où s'écoulent les eaux usées, les habitants marchent bras à l'horizontale, comme des funambules, sautant d'une pierre à l'autre. *"Après quarante ans d'enseignement, voilà où j'habite, se désole l'institutrice. Je ne gagne que 100 000 ariary par mois (35 €). Regardez ces vieilles savates que je traîne... Tant pis pour moi : je ne suis qu'une vieille veuve... Ce qui me révolte, c'est la santé de mes élèves. Je leur ai encore demandé ce matin combien parmi eux avaient bu du lait. Sur soixante gamins, quatre ont levé la main."*

Tatouages artisanaux

Près de la route nationale, un ancien élève de madame Julienne – tee-shirt sans manches, mine de freluquet – nous rattrape. *"Que vous êtes belle !"*, fayote-t-il en la saluant. Ismaël, 24 ans, se définit lui-même comme un fetsy fetsy, un *"petit malin"* : *"Il n'y avait pas de boulot pour moi ici, alors j'en ai inventé un..."* Il tire une machine artisanale de sa poche. *"Avec ça, je fais des tatouages. Minimum 2 000 ariary (0,70 €) pour un dessin original. J'en fais une dizaine par jour."* Il nous présente son avant-bras : *"Regardez le genre. J'ai inscrit le prénom de ma femme : Lanto. Attention, c'est du caractère gothique..."* De la chair nécrosée s'agglutine sur la barre du *"t"*. *"Les gens d'Anosibe se foutent du lendemain, poursuit Ismaël. Ils ne regardent pas plus loin que leur ventre vide. Ce n'est même plus la vie au jour le jour. C'est la vie de minute en minute."* La femme d'Ismaël a perdu l'emploi qu'elle occupait depuis deux ans dans une zone franche de la capitale : *"C'est l'ancien président qui a développé les entreprises duty free. Ma femme travaillait pour une société mauricienne qui produisait du textile. Ça lui rapportait 90 000 ariary (31 €) par mois [le salaire minimum mensuel s'élève à 80 000 ariary]. Au début de l'année, ils ont viré tout le monde sans préavis."* Conséquence des sanctions internationales qui visent Madagascar. En décembre 2009, lorsque Andry Rajoelina met fin unilatéralement au processus de sortie de crise, les Etats-Unis décident de suspendre leur partenariat commercial avec l'île. 30 000 emplois sont détruits dans les seules zones franches de la capitale, déjà fragilisées par la crise mondiale et la concurrence des textiles chinois. Halte dans une gargote d'Anosibe pour acheter des cigarettes. Des hommes se gondolent autour d'une table, éclusant des bouteilles de rhum. Plusieurs d'entre eux pointent madame Julienne du doigt.

"Qu'est-ce que tu fous là, vieille sorcière ? C'est pour les mecs ici. On picole. Alors casse-toi avec tes vazaha [étrangers]..." L'institutrice nous conseille de déguerpir au plus vite. *"Ce sont des poivrots. J'en connais certains. Des dockers. Dès qu'ils gagnent un peu d'argent, ils se paient du rhum. Je récupère leurs enfants le ventre vide. Mieux vaut ne pas leur répondre. Chaque semaine, on retrouve des gens poignardés dans les marécages d'Anosibe."* Un peu plus loin, au détour d'une ruelle, un homme en haillons est couché par terre, les pieds blessés, couverts de suie. Poitrine immobile. Difficile de savoir s'il dort ou s'il est sans vie.

Bateau fantôme

Boudée par les bailleurs de fonds, visée par de lourdes sanctions commerciales, la nouvelle administration – la Haute autorité de la transition – peut-elle survivre financièrement ? La plupart des aides internationales, qui représentent 70 % du budget de l'Etat malgache, ont été supprimées. L'Union européenne et la Banque mondiale ont d'ores et déjà gelé des sommes considérables. *"Bien sûr, c'est un manque à gagner pour les finances publiques, admet Andry Rajoelina avec un aplomb déconcertant. Mais ces subventions portent sur les investissements de l'Etat. Elles ne concernent pas son fonctionnement. La Haute autorité honore sans problème le salaire des fonctionnaires."* En d'autres termes, la machine du régime peut continuer à tourner. En hypothéquant son avenir et celui du pays.

La jeunesse d'Andry Rajoelina a quelque chose d'irréel au milieu du décorum présidentiel. 35 ans alors que, selon la constitution malgache, l'âge minimum pour accéder à la magistrature suprême est de 40 ans. Encore des joues adolescentes. Depuis la dissolution du Parlement et du Sénat, l'ancien DJ gouverne par ordonnances, ne laissant aucune place institutionnelle à l'opposition. D'une mesure à l'autre, il suit la voie de son prédécesseur : interdiction de plusieurs manifestations, arrestation de journalistes, création d'une *"Force d'intervention spéciale"*, qui s'apparente à une milice présidentielle. Le jeune homme, surnommé *"TGV"* pour la rapidité de ses initiatives, parviendra-t-il à asseoir sa position sans décevoir l'avidité des *"vieux grizzlis"* ? Le palais d'Ambohitsorohitra, avec ses corniches mal replâtrées et ses parquets grinçants, ressemble vaguement à un bateau fantôme à la dérive, s'enfermant chaque jour un peu plus dans sa solitude.

La "santé du ventre"

En brousse, comme dans les villes de province, on regarde avec lassitude et indifférence les pirouettes gouvernementales. " *C'est une affaire qui se passe sur les [Hautes Terres](#), entre gens des Hautes Terres, estime la propriétaire d'une gargote à Taolagnaro (l'ancienne Fort-Dauphin), ville enclavée au sud-est de Madagascar. Ce qui compte pour nous, c'est la santé du ventre. Il faut se débrouiller avec la hausse des prix...* " Près du vieux port de Fort-Dauphin, les pêcheurs fabriquent des fumoirs dans l'espoir de revendre leurs poissons aux passagers des bateaux de croisière. Depuis bien longtemps la population, qui ne pense qu'à survivre, a appris à ne plus compter sur l'Etat. Dans le [Grand Sud](#), comme presque chaque année, les premières " *alertes famine* " ont été lancées. Plus au centre, entre Fianarantsoa et Manakara, on tente de réparer les dégâts engendrés par le cyclone Hubert : le chemin de fer qui relie les deux villes est hors d'usage. La vie de 100 000 villageois – isolés du reste du monde – est suspendue à cette ligne. A la pointe nord du pays, Antsiranana (Diégo-Suarez) se replie sur son port, animé par le va-et-vient des thoniers espagnols. " *On n'a pas besoin de la capitale pour vivre, assure Pascal, un docker de 43 ans. Les marchandises arrivent par la mer. On pourrait être autonomes si les bourjanas [le peuple des Hautes Terres] nous foutaient la paix...* " A Toliara (Tuléar), dans le sud-ouest, la société [Telecom Malagasy](#) (Telma), privatisée à hauteur de 70 %, inaugure le lancement de son câble à fibre optique. " *Le pays est en pilotage automatique !, explique Albin, gendarme de 34 ans chargé de surveiller l'inauguration. Les gens ont l'habitude de se débrouiller sans le gouvernement. La devise, c'est samy mi-démerde [chacun se démerde].* " Tuléar, qui n'a même plus de maire, attrape le câble qu'on lui lance. Depuis la chute de l'ancien régime, la ville souffre d'une sévère gueule de bois. Le nombre de touristes a chuté de moitié. Les plages sont désertes, les hôtels fermés. Devant le [Zaza Club](#), les chauffeurs de pousse-pousse se disputent les rares clients étrangers. A l'intérieur de la discothèque, faute de jeunes touristes, les filles qui monnaient leurs charmes contre de l'argent ou des promesses sont obligées de se rabattre sur les vieux résidents. Mains baladeuses. Sourires falsifiés. Sur la piste, on danse le tsapiky, musique du sud-ouest malgache. Un vazaha aux cheveux blancs me glisse un clin d'œil en désignant une jeune fille : " *Mon vieux, fais gaffe avec celle-là, c'est un vrai nid à emmerdes... C'est une mineure, elle entre dans le club avec de faux papiers.* " Ainsi vont les nuits de Tuléar. Du tsapiky. De la bière. Des rires. Une poignée de filles à la dérive. " *Comme on ne trouve plus de vacanciers dans les hôtels d'Ifaty, confie Maria, 22 ans, je suis revenue ici, à Tuléar. Ces derniers temps, je passe la nuit avec de vieux vazaha qui ne m'intéressent pas. A chaque fois que je les embrasse, j'ai envie de vomir.* " Des couples improbables hantent les restaurants de Tuléar : de jeunes malgaches dînant en tête à tête avec des vazaha aux cheveux blancs. On entend les mouches voler. On regarde au loin. On bâille. Déjà un vieux tandem qui n'a plus rien à se dire. D'autant que la plupart des filles de Tuléar ont un français approximatif.

Attaques, enlèvements, trafics

L'Etat est mort, tout est permis. C'est l'état d'esprit entretenu par l'absence de régime stable et le besoin pressant d'argent. Délits et trafics en tout genre fleurissent – ou plutôt refléurissent – d'un bout à l'autre de l'île. Les attaques des dahalo (bandits) se multiplient. La nuit, sur les Hautes Terres, les taxis-brousse roulent en convoi. Guirlandes lumineuses se rétractant dans les virages. Certains chauffeurs, voyant des complices partout, vont jusqu'à interdire l'usage du téléphone portable aux passagers. En brousse, les villageois se plaignent des vols à répétition : à la faveur des troubles politiques, le pouvoir a rapatrié de nombreux gendarmes dans les villes pour prévenir d'éventuelles émeutes. Autre symptôme de l'insécurité ambiante : la recrudescence des enlèvements de Karana, les ressortissants de la communauté d'origine indienne. Leur réussite dans le commerce suscite envies et frustrations. " *Nous sommes habitués, se résigne Hassan, épicier à Mahajanga, dans le nord du pays, dont l'un des amis a été enlevé au début de l'année. On sert de boucs émissaires. Comme notre niveau de vie est au-dessus de la moyenne, on fait les frais du mécontentement populaire...* " Plusieurs trafics d'envergure sont avalisés, sinon encouragés, par des proches du pouvoir. Les coupes sauvages du bois de rose – dont le commerce est prohibé à Madagascar – se poursuivent dans le Nord-Est. Un scandale écologique hérité de l'ancien régime. Après le passage du cyclone Gafilo, en 2004, Marc Ravalomanana avait autorisé certaines sociétés à exploiter les arbres endommagés. La porte ouverte à toutes les coupes. " *Quand nous sommes arrivés au pouvoir, assure Andry Rajoelina, nous avons trouvé des conteneurs prêts à l'exportation. J'ai autorisé la liquidation des stocks en augmentant les taxes. Aujourd'hui, il n'y a plus de coupes.* " Pourtant, les stocks semblent ne pas faiblir dans les entrepôts. L'appropriation des ressources naturelles par le pouvoir : un vieux démon malgache. L'histoire de l'île montre que ces abus finissent toujours par se retourner contre ceux qui en ont profité. C'est le sens des soulèvements populaires qui agitent le pays d'une décennie à l'autre, en quête d'une liberté que le poète [Jacques Rabemananjara](#) chantait déjà dans les prisons coloniales : " *Et les murs, / et toutes les barrières et toutes les consignes / éclatent, et la gueule des molochs, / et la langue de toutes les vipères anachroniques. / Je te salue, Ile ! / Des confins de mes tourments, / je t'adore !* "

Source : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2010/11/16/madagascar-une-ile-a-la-derive_1360818_3212.html